

# Parler plutôt que nier

Trop souvent ignorée, la pression qui pèse sur les dirigeants lorsque l'entreprise va mal peut conduire au pire. L'association APESA-Provence prend en charge une centaine d'entre eux par an.

Selon une enquête de l'Ifop pour la fondation Jean-Jaurès fin 2020, 27% des chefs d'entreprises et 25% des artisans-commerçants affirmaient avoir déjà envisagé sérieusement de se suicider. Aucune statistique officielle n'évalue le nombre de ceux qui l'ont vraiment tenté en France ou qui ont mis fin à leurs jours, ni le mal-être d'entrepreneurs contraints de jouer les « super-héros » pour n'inquiéter personne quand se délitent leur entreprise, leur moral et leur énergie.

Lors de ses vœux 2024, Marie-Thérèse Aubrieux-Gontero, déléguée territoriale BTP du Pays de Martigues/Marignane/Istres/Golfe de Fos, regretait qu'« on oublie trop souvent le poids énorme, le stress, qui pèse sur les dirigeants », au moment où les tribunaux de commerce enregistrent une augmentation des procédures collectives. « Je devenais infernal pour tout mon entourage, la boîte me bouffait, j'en ai perdu mon couple. Si je ne l'avais pas vendue, j'aurais fini en burn out », confie un artisan du pays salonnais.

**« Cette année, nous prévoyons d'accompagner 150 dirigeants dans le département. On ne peut pas se désintéresser de leur sort quand le suicide leur semble la seule issue. »**

**Bertrand Bigay**

Président de l'antenne APESA-Provence, association nationale née au tribunal de commerce de Saintes il y a dix ans pour apporter une « Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë », Bertrand Bigay se désole du peu de considération accordée à des situations qui pourraient être mieux prévenues. L'entité tourne avec 60 000 euros de budget issus de dons (défiscalisables à 60%) qui lui permettent d'offrir des consultations avec des psychologues (46 sont partenaires) à des dirigeants tellement au fond du trou qu'ils ne peuvent plus se les payer eux-mêmes.

« En 2023, nous avons aidé 100 chefs d'entreprise, c'est 30 de plus qu'en 2022. Sur toute la France, 1 544 ont été pris en charge. Cette année, nous prévoyons d'accompagner 150 dirigeants dans le département. On ne peut pas se désintéresser de leur sort quand le suicide leur semble la seule issue ».

## DÉTECTER AU PLUS VITE LE DRAME EN PUISSANCE

L'APESA-Provence coopère avec les tribunaux de commerce de Marseille, Aix, Salon et Tarascon pour détecter les fragilités d'entrepreneurs en procédure collective, quand Urssaf, fisc, banques... accroissent la pression pour récupérer leurs créances. Mais elle s'appuie sur un réseau plus vaste de 86 « sentinelles » formées (juges, greffiers, mandataires judiciaires, avocats, experts-comptables, banquiers, Urssaf...) dans les Bouches-du-Rhône. Il leur appartient d'effectuer un signalement (avec l'accord de

la personne concernée) sous forme de fiche-alerte confidentielle. Dans l'heure qui suit, le dirigeant est rappelé pour un premier échange. « Cet entretien vise à désamorcer la situation de crise. Parfois, ça s'arrête là. Si ce n'est pas le cas, nous finançons cinq consultations psychologiques pour un coût de 425 euros par entrepreneur, mais nous ne savons plus, ensuite, ce que devient la personne, ni n'avons d'informations sur sa santé ou sa situation ». Pour ce qui est du processus de reconstruction après une liquidation, c'est l'association « 60 000 rebonds » qui s'y consacre.



© DR

## TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ

Pour Bertrand Bigay, chaque chef d'entreprise confronté à des difficultés doit solliciter « au plus tôt » la cellule de prévention du tribunal pour se prémunir de la dérive. Il raconte le cas d'un dirigeant qui a déposé son bilan sans l'avoir dit à son conjoint. Ou cet autre apparu enthousiaste sur un podcast pour sa société et qui se retrouve en burn out. « Il faut éviter le déni, on ne doit pas mourir d'être entrepreneur, c'est déjà assez dur comme ça ! Il y a toujours des solutions à explorer, parfois en cinq minutes, quelqu'un peut être soulagé. Même en dehors de toute procédure judiciaire, nous restons à l'écoute du moindre appel à l'aide » précise-t-il, sollicitant la solidarité financière des dirigeants qui réussissent aussi bien que des institutions. « Celui qui va toujours de l'avant n'a pas forcément envie de regarder celui qui rencontre des problèmes. Mais tout le monde doit se sentir concerné ».

Jean-Christophe Barla

Bertrand Bigay, président d'APESA-Provence, entrepreneur et juge consulaire à Aix, souligne que l'appui de l'association a évité un geste fatal à de nombreux chefs d'entreprises. Il recherche de nouveaux soutiens.